

Questions orales

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député peut poser une question supplémentaire, mais il ne reste plus que trois ou quatre minutes d'ici la fin de la période des questions. Avec la collaboration des députés, je pourrais peut-être autoriser autant de questions que possible sans questions supplémentaires.

M. Roche: Monsieur l'Orateur, le gouvernement a-t-il décidé de ne pas fusionner le Programme d'initiatives locales et celui de Perspectives-Jeunesse? Quand va-t-on faire une déclaration de politique administrative à ce sujet?

M. Andras: Monsieur l'Orateur, aucune décision n'a été prise dans ce sens. La question est toujours à l'étude et nous procédons aussi rapidement que le permettent les circonstances.

* * *

LES TRANSPORTS

L'ÉPAVE DE L'«IRVING WHALE» DANS LE GOLFE DU SAINT-LAURENT—LE PROJET DE RENFLOUAGE

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Le gouvernement va-t-il tenter de dégager l'*Irving Whale* des eaux du golfe du Saint-Laurent avant l'arrivée de l'hiver? Sinon, peut-il nous assurer que le retard est dû simplement à des problèmes d'ordre mécanique et matériel et que la rumeur au sujet d'une enquête policière sur les circonstances dans lesquelles le gouvernement aurait tenté de passer un contrat à cette fin n'est pas fondée et n'est pas en fait la cause de ce retard?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, l'enquête de la police est terminée et le procureur général de la Nouvelle-Écosse a reçu le rapport. J'ignore quelles mesures il prendra. La décision au sujet du renflouage de l'*Irving Whale* n'a aucun rapport avec l'autre enquête.

* * *

INFORMATION CANADA

LA QUESTION DE LA DISSOLUTION—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Joe Clark (Rocky-Mountain): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au ministre du Travail. Puisque le premier ministre a maintenant exprimé l'opinion qu'Information Canada n'avait pas réussi à cause du soupçon

[M. Andras.]

répandu qu'il s'agissait là d'un organe de propagande, le gouvernement a-t-il l'intention de le dissoudre?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Non, monsieur l'Orateur. Comme le député le sait d'après les discussions qui ont eu lieu au comité, nous sommes prêts à reconnaître qu'Information Canada n'a pas comme l'a dit le premier ministre, rempli son mandat du point de vue de la présence fédérale au Canada. Cela ne montre en aucune façon que rien ne peut être fait à cet égard. Tous les députés désirent, j'en suis certain, que cet objectif soit atteint.

* * *

L'AGRICULTURE

LA CONSTRUCTION D'ENTREPÔTS DE FRUITS—LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

M. Gus Mitges (Grey-Simcoe): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au ministre de l'Agriculture. Peut-il nous dire quand on subventionnera la construction essentielle d'installations d'emmagasinage pour les producteurs de fruits tendres et de pommes afin d'augmenter la capacité existante, ce qui fera diminuer les pertes pendant la période de production de pointe, augmentera aussi indirectement notre production d'aliments et permettra de stabiliser le prix des fruits pour le consommateur.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je pense que le député lisait l'un de mes anciens discours que certaines gens qualifient de non productif, mais s'il veut attendre encore quelques jours, je suis sûr qu'il sera satisfait.

* * *

LES CÉRÉALES

BLÉ—LES SUBVENTIONS EN FAVEUR DU CONSOMMATEUR—LES PAIEMENTS AUX PRODUCTEURS SELON LES EMBLAURES

M. Norval Horner (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre chargé de la Commission canadienne du blé. Étant donné que l'on ne fera plus appel aux producteurs de blé pour subventionner le consommateur canadien, le ministre peut-il aller plus loin et garantir au producteur de blé qu'on ne lui demandera pas de subventionner les producteurs de colza et d'orge et donnera-t-il au producteur l'assurance que la subvention de \$1 à la consommation sera versée directement au producteur de blé et non pas d'après la superficie?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, cela fait un bon moment que l'on entend cet argument sur la meilleure façon d'effectuer les paiements grâce aux 60 millions de dollars représentant le montant de un dollar par boisseau consommé au Canada. Lorsqu'on a consulté les producteurs, qui sont tous des producteurs de blé en puissance, ils ont voté dans une proportion de 87 p. 100 en faveur du paiement selon la superficie.